



Agriculture biologique Retour vers le futur?	1
Filière horticole et floriculture La ruée vers l'or rose	3
Techniques de vulgarisation La vulgarisation à l'école des gens	4
EN BREF	6
REPÈRES	10
PUBLICATIONS	11
ENTRE NOUS	14
POINT DE VUE Multimédia rural Qui survivra : les plus rapides, ou les meilleurs?	16

Site Web : <http://www.cta.nl>



## La vie continue

L'aube d'un nouveau  
millénaire s'est levée,

comme n'importe quelle aube,  
finalement. Rouge, ou bleue, ou grise ;  
avec au loin les oiseaux ou les voitures.  
Le moment de prier, de travailler, de  
cuisiner ou de labourer. Le pire n'est  
jamais certain : le monde ne s'est pas  
éteint, les ordinateurs ne se sont pas fait  
remarque. Le premier matin du  
millénaire aura été l'occasion de réfléchir  
au passé et au futur – sauf pour ceux  
qui avaient fait la fête la veille, peut-être.  
Nous avons évoqué, dans le Spécial  
2000 de Spore 84, les futurs possibles  
de l'agriculture ACP. Dans les prochains  
numéros, nous allons voir ce que les  
gens disent de ce qui pourrait ou devrait  
arriver, ou ne pas arriver, tout en  
continuant à vous informer à travers  
nos rubriques habituelles.

Joignez-vous à la conversation,  
particulièrement si ce supplément vous  
a inspiré quelques idées sur l'avenir,  
et l'envie de les faire partager. La terre,  
l'eau, les femmes, les jeunes, l'argent,  
l'innovation, les villes, l'agriculture  
surtout (mais quelle agriculture?), vous  
avez le choix. Nous n'avions que seize  
pages, mais nous vous avons tendu  
quelques perches. Saisissez-les ! Écrivez-  
nous : les adresses sont en page 15.



Illustration T. AndonBrown

## Agriculture biologique

# Retour vers le futur?

**La filière du "bio" veut sortir de sa marginalité pour se poser en enjeu majeur de la consommation et des pratiques agricoles. Les consommateurs des pays industrialisés ont appris à leurs dépens qu'ils avaient mangé pendant des années du veau aux hormones, de la vache folle et du poulet à la dioxine ; leur engouement pour le biologique va de pair avec un besoin de sécurité et d'authentique. Mais aussi – peut-être – avec la conscience d'avoir à sauvegarder la planète pour que les générations futures continuent de s'en nourrir. Comment les agriculteurs et les consommateurs des pays ACP sont-ils concernés par cette lame de fond ?**

**A**u commencement, l'agriculture était biologique. Au fil du temps, on inventa le pulvérisateur à pression, le sac d'engrais et la Révolution verte : l'agriculture devint "intensive", elle devait nourrir tous les hommes... La conséquence, à la longue, se traduit par un déséquilibre de la pyramide écologique. Tous les agriculteurs du monde le savent, qui connaissent leur terre et sa nature : "Cet écosystème déséquilibré, explique Joël de Rosnay<sup>1</sup>, cherche spontanément à retourner à

un état de complexité plus élevé par prolifération d'insectes et de mauvaises herbes, ce qu'empêchent les agriculteurs à grands coups de pesticides et de désherbants."

Non, pas tous : 80 % des agriculteurs (surtout dans les pays du Sud) n'ont pas les moyens de faire autre chose que de planter en espérant qu'il y en ait assez pour toute leur famille, c'est l'agriculture de subsistance ; 1 % des agriculteurs (surtout dans les pays du Nord) ont choisi de ne pas utiliser des intrants

chimiques et de vendre leur production (biologique) à quelques consommateurs aisés et avisés.

### Questions de vocabulaire

Dans l'agriculture biologique, l'utilisation d'engrais issus de l'industrie chimique et de pesticides pour lutter contre les mauvaises herbes, les insectes, les champignons et les bactéries est sinon totalement interdite, du moins contrôlée. Qui s'engage dans l'agriculture biologique s'inscrit dans l'optique récemment clarifiée par la commission du *Codex Alimentarius* de la FAO<sup>2</sup> : "L'agriculture biologique [...] favorise la santé de l'agrosystème, y compris la biodiversité, les cycles biologiques et l'activité biologique des sols. [...] Dans cette optique, des méthodes culturales, biologiques et mécaniques sont, dans la mesure du possible, utilisées de préférence aux produits de synthèse, pour remplir toutes les fonctions spécifiques du système."

Mais alors, par manque de moyens ou de connaissances, les agriculteurs ACP ne cultivent-ils pas "biologique" malgré eux? Et la voie d'un marché porteur ne leur serait-elle pas ouverte, presque naturellement? C'est compter sans un certain nombre de paradoxes et d'obstacles.

### Manger plus sain (quand on en a les moyens)

Manger "bio", autrement dit plus sain, devient le souci majeur des consommateurs occidentaux. Mais qu'en est-il dans les pays ACP? L'ouverture d'un marché de produits biologiques à Dakar (voir *Spore* n° 83) témoigne certes d'une volonté de pénétrer un créneau prometteur. Mais l'initiative est très localisée. En réalité, le marché intérieur national et régional ACP s'articule toujours autour d'une demande élémentaire mais vivace : les gens ont besoin de manger certes sain, mais surtout en quantité suffisante et au meilleur prix.

À l'exportation, la filière biologique ne concerne guère que les "gros". Ceux qui peuvent investir dans la certification des produits pour les écouler sous les labels adéquats. Il ne suffit pas, pour vendre un maïs "biologique", qu'il provienne d'une culture sans engrais chimique – trop facile! Il faut, en effet, faire certifier toute la chaîne de production par un organisme indépendant. Ces procédures sont encore presque toujours assurées par des organismes du Nord et reviennent cher.

### Produire plus sain (quand c'est possible)

Le prix de la certification des produits n'est pas le seul problème à surmonter. Selon une enquête de la FAO, 63 % des agriculteurs d'Afrique subsaharienne citent le manque d'informations comme le plus grand obstacle à l'adoption d'un mode d'exploitation biologique.

Parfois, les techniques sont connues, mais elles sont trop chères. L'année dernière, les producteurs de banane de Santo Antão, une

petite île montagneuse de l'archipel du Cap-Vert, se sont réunis pour voir comment ils pourraient augmenter leur production de banane biologique (voir *Spore* n° 74 et page 6, rubrique "En bref"). Ils se sont quittés découragés : importer des bananiers *in vitro* résistant aux viroses est un gros investissement et aucun organisme scientifique ne semble avoir mis au point un programme de lutte intégrée contre le *mil pès*, un insecte local qui s'attaque au pseudo-tronc.

Pour des raisons similaires, les techniques s'inscrivent parfois difficilement dans le contexte socio-économique de la production. Au Ghana, par exemple, on augmente significativement la production des cocotiers avec des engrais minéraux, relativement bon marché. On pourrait obtenir le même résultat, et même de façon plus durable, en laissant au pied des arbres les bourres de coco habituelle-



ment vendues comme fibres aux fabricants de tapis. Poser des cornes autour des pieds des jeunes arbres fruitiers est, par ailleurs, une autre pratique qui a porté... ses fruits. Mais peu d'agriculteurs ont les moyens de se passer des revenus immédiats tirés de la bourre de coco ou des cornes de zébu. Le long terme est un luxe...

Or, l'agriculture biologique s'inscrit dans la durée, alors que peu d'agriculteurs ont les moyens d'attendre les deux ou trois ans nécessaires à l'élimination des résidus chimiques, au recyclage des résidus végétaux et animaux et à la mise en place de la rotation des cultures. Ceux qui ne sont que locataires hésitent à se convertir s'ils n'ont pas une garantie d'accès à la terre pendant les années ultérieures, lorsque les avantages de la production biologique deviendront tangibles.

Le comité de l'agriculture de la FAO a évoqué ces problèmes lors de sa quinzième réunion, en janvier 1999. Il préconise, entre autres, de mettre en place des réseaux de com-

munication entre chercheurs, de promouvoir des organisations régionales de certification et de créer des "fermes-écoles" qui pourraient évaluer les contributions de la production biologique à la sécurité alimentaire en procédant à des essais d'adaptation sur le terrain.

### Agriculture biologique ou raisonnée?

Baucoup des pratiques culturales de l'agriculture biologique (cultures mixtes, rotation des cultures, couverture du sol avec des déchets organiques ou combinaison de l'agriculture et de l'élevage) sont de toute façon recommandées par les agronomes, parce qu'elles vont dans le sens d'une plus grande durabilité des cultures. Dans le nord de la Côte d'Ivoire, les agronomes du projet Geprenaf (Gestion participative des ressources naturelles et de la faune) ont convaincu les villageois de construire et d'utiliser des fosses à compost, sans qu'il soit pourtant question de "faire du bio". C'est dans le même esprit réaliste que l'on cherche, chaque fois que c'est possible, à réduire et à mieux utiliser les engrais de synthèse et les insecticides chimiques. On parle alors d'agriculture et de produits "raisonnés". La formule, simplement synonyme d'un ensemble de bonnes pratiques agricoles, séduit de plus en plus de producteurs et de consommateurs. Elle est souvent protégée par des labels garantissant que le produit provient d'une zone où les agriculteurs se sont collectivement engagés à respecter un certain nombre de pratiques améliorant la qualité sanitaire et gustative du produit.

Que l'on parle de "biologique" ou de "raisonné", l'essentiel est qu'un mouvement de fond vers une agriculture plus respectueuse du vivant et une alimentation de meilleure qualité existe bel et bien. La vraie bonne nouvelle serait d'apprendre que c'est ainsi que l'on pourra nourrir six milliards d'hommes, et bien plus demain. Tout en gardant vivace ce qu'en disait André Lwoff, prix Nobel de médecine 1965 : "Une chose est bonne quand elle tend à préserver l'intégralité, la stabilité et la beauté de la communauté biotique, elle ne l'est pas quand elle tend à autre chose."

#### Pour en savoir plus :

▲ Codex Alimentarius  
Secretariat of the Joint FAO/WHO  
Food Standards Programme  
Food and Agriculture Organization  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome - ITALIE  
Fax : + 39 06 5705 4593  
Site Web : [www.fao.org](http://www.fao.org)

▲ IFOAM (Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique)  
c/o Ökozentrum Imsbach  
66636 Tholey-Theley - ALLEMAGNE  
Fax : + 49 6853-30110  
E-mail : [IFOAM@t-online.de](mailto:IFOAM@t-online.de)  
Site Web : [www.ifoam.org](http://www.ifoam.org)

<sup>1</sup> Directeur du développement de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, France.

<sup>2</sup> Extrait de Directives concernant la production, la transformation, l'étiquetage et la commercialisation des aliments issus de l'agriculture biologique. 23<sup>e</sup> session du Codex Alimentarius de la FAO en juin 1999.

### En d'autres termes

- Le marché des produits biologiques est prometteur, mais limité.
- Les techniques de l'agriculture biologique ne sont pas miraculeuses, mais elles vont, la plupart du temps, dans le sens d'une plus grande durabilité.
- L'agriculture "raisonnée" cherche à utiliser ces techniques d'une manière pragmatique et profitable au plus grand nombre.





Photo Bloemenveld Aalsmeer

## Filière horticole et floriculture

# La ruée vers l'or rose



Photo B. Fèvre

*Les fleurs, l'amour...  
Il y a surtout des fleurs au  
marché de gros d'Aalsmeer.  
Les fournisseurs ACP et  
tropicaux qui représentent un  
cinquième des ventes savent  
qu'on n'y plaisante ni avec  
les affaires, ni avec la qualité.*

**L**es exportations de fleurs de plusieurs pays d'Afrique orientale et australe en direction des marchés européen et nord-américain ont fait un bond spectaculaire ces dernières années. Les ventes de roses zimbabwéennes sur le marché britannique ont augmenté de 1 000 % entre 1990 et 1995. Pour la même période, les œillets en provenance du Kenya ont connu une croissance de 117 % ! Explication : des firmes germaniques et hollandaises installées dans ces pays ont investi pour contrôler toute la filière. Des agriculteurs, organisés en coopératives pour former des exploitations de plus de 50 ha, se sont lancés à corps perdu dans la production de fleurs, parfois soutenus par des associations telles que la *Zambian Export Growers Association*.

Traditionnellement, les fleurs transitaient par le marché de gros à la criée, le "marché au cadran" de Veilingen aux Pays-Bas. On assiste aujourd'hui à un redéploiement de la production et de la commercialisation. En Zambie, Agriflora, une sorte de centrale d'achat, s'approvisionne chez des exploitants de fleurs et court-circuite le marché à la criée pour approvisionner les supermarchés d'Europe et d'Amérique du Nord.

À côté des fleurs, on pense maintenant à exporter d'autres produits frais (asperges, courgettes, persil...) vers les marchés du Nord. Pour ce qui est des fruits et légumes, il s'agit d'une filière longue dans laquelle les centrales d'achat jouent un rôle majeur. La production de haricots verts des pays d'Afrique australe et orientale est absorbée par la Grande-Bretagne, celle des pays d'Afrique centrale et occidentale par le marché français.

### Le pari de la perfection et de la professionnalisation

La stratégie qui consiste à contourner les marchés hollandais permet une baisse des prix à l'étalage, mais la qualité en est affectée, car le contrôle de professionnels n'existe plus. Or, affirme un ingénieur agronome qui a travaillé au Kenya, "il faut que les fleurs soient esthétiquement parfaites pour être vendues au prix du marché." Il faut pour cela maîtriser la

### Exit le cacao, le coton, le thé ou le café ?

**Dans certains pays d'Afrique, depuis le début des années 90, l'agriculture classique marque le pas tandis que montent en puissance les filières de l'horticulture et de la floriculture d'exportation.**

chaîne du froid de l'aire de production jusqu'au grossiste, en passant par l'aéroport. Une erreur de programmation, le moindre retard, et la production parviendra en mauvais état ou en décalage en Europe : l'exploitation entière en subira les conséquences.

Et la concurrence ? Les produits des pays ACP sur les marchés européens sont en augmentation, mais leur part de marché est en érosion. Le manque de professionnalisme de certains producteurs est mis en cause, tout comme les lourdeurs administratives qui augmentent les temps d'attente dans les ports et aéroports.

La qualité des produits en provenance des pays ACP est restée stable depuis vingt ans. Le Kenya est le 4<sup>e</sup> producteur mondial de fleurs coupées après les Pays-Bas, la Colombie et Israël. Mais ces pays continuent d'améliorer la qualité de leurs produits. La Zambie, le Malawi, le Swaziland, la Tanzanie, le Zimbabwe, l'Ouganda, Maurice et Madagascar, qui ont vu leurs exportations de produits horticoles augmenter ces dernières années, ont un énorme défi à relever : celui du professionnalisme. Pour certains produits, la Thaïlande, les îles Canaries et Singapour sont des concurrents redoutables.

### Une déferlante inquiétante

Face à cette déferlante de produits à la mode, qu'advient-il des cultures vivrières ou de rente traditionnelles (cacao, café, coton...) ? Un paysan membre de l'Union des coopératives burkinabé agricoles et maraîchères (Ucobam), cité par Mamadou Aly Bâ de l'IUED, manifeste son inquiétude : "Les premières années, nous cultivions du coton mais au bout de trois ans nous avons été contraints d'abandonner cette culture pour les haricots verts. Nos malheurs ont commencé, car c'est un produit dont la commercialisation nous échappe et que l'Ucobam maîtrise mal."

Conscient du problème, le CTA a organisé en octobre 1995 un séminaire sur la question, à Dublin, et en avril 1998 et 1999 deux réunions à Madrid sur la commercialisation et la distribution des produits périssables du secteur agroalimentaire et de la pêche. Un bilan des problèmes d'organisation des

filières, du rôle des intermédiaires, de la place de l'État, et des infrastructures a été dressé. Les participants à ces réunions ont préconisé une réduction de la longueur et de la complexité de la chaîne de distribution et de commercialisation, le renforcement de l'influence des producteurs et l'amélioration de la coopération entre les acteurs et la chaîne de commercialisation.

Ces résolutions auront-elles un effet ? L'expansion du marché de l'horticulture et de la floriculture ne devrait pas se solder à la fois par une diminution des prix au niveau du consommateur final du Nord et une dégradation des revenus des agriculteurs dans les pays producteurs.

➤ Le *COLEACP* (Comité de liaison Europe-Afrique-Caraïbes-Pacifique) donne des informations sur les cours des marchés européens pour les produits tropicaux frais.

COLEACP

5, rue de la Corderie, Centra 342  
94586 Rungis cedex - FRANCE  
Fax : + 33 (0) 1 41 80 02 19  
E-mail : [coleacp@coleacp.org](mailto:coleacp@coleacp.org)  
Site Web : [www.coleacp.org](http://www.coleacp.org)

➤ Le *CBI* (Centre for the promotion of imports from developing countries) est une agence de la coopération néerlandaise qui offre des informations sur le marché des fruits et légumes frais en Europe.

CBI

PO Box 30009  
3001 DA Rotterdam - PAYS-BAS  
Fax : + 31 (0) 10 411 40 81  
E-mail : [cbi@cbi.nl](mailto:cbi@cbi.nl)  
Site Web : [www.cbi.nl](http://www.cbi.nl)

#### Pour en savoir plus :

📖 Stratégies des agriculteurs pour l'orientation commerciale dans les pays ACP, synthèse et recommandations du séminaire CTA/Teagasc/Département irlandais de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Forêts, Dublin, 23-27 octobre 1995, n° CTA 884, 5 unités de crédit.

📖 La commercialisation et la distribution de produits périssables du secteur agroalimentaire et de la pêche, rapport du séminaire organisé par le CTA et le MAPA à Madrid du 19 au 30 avril 1998, n° CTA 958, 20 unités de crédit. Également disponible en espagnol : n° CTA 916.

📖 Culture des fleurs à couper, coédition ACCT/CTA/Maisonneuve et Larose, 1992, 136 pages, ISBN 92-9028-1960, n° CTA 444, 10 unités de crédit.

# La vulgarisation à l'école des gens

Beaucoup d'agriculteurs sont confrontés à des problèmes de sécurité alimentaire, de terre, de revenus monétaires et, parfois, de compréhension des politiques agricoles de leur pays. Ce sont ces agriculteurs-là que les vulgarisateurs sont amenés à rencontrer de plus en plus. Mais s'ils détiennent des connaissances qu'ils ne peuvent transférer, leurs actions sont inefficaces. Pendant longtemps, il y a eu dans les pays ACP des programmes de vulgarisation et de formation inadaptés aux besoins et aux contraintes des paysans. Aujourd'hui, les techniciens formateurs et vulgarisateurs disposent d'une palette de techniques variées pour communiquer des informations et conseiller au lieu de faire passer un message coûte que coûte.

“Un paysan bien formé, conscient de ses droits et de ses devoirs, capable de dégager des priorités, capable de contrôler, de demander des comptes, de participer activement à la dynamique associative pour le développement, ce paysan est le meilleur garant du changement.” Ainsi écrit Famara Diédhiou dans son ouvrage intitulé *Mouvement paysan sénégalais, les sentiers du futur*. On l'aura compris : pour l'ancien président de la Fédération des ONG sénégalaises comme pour nombre d'observateurs, la formation au sens large et les actions de vulgarisation agricole doivent être aujourd'hui ascen-

dantes, autrement dit partir des besoins des paysans.

Depuis quelques années, les actions de vulgarisation agricole visent le renforcement de méthodes participatives impliquant les ruraux. Introduites à grande échelle par des donateurs, des ONG et des organisations d'assistance technique et par des initiatives comme le Programme FAO de développement des petites exploitations, ces approches s'accompagnent de stratégies diverses : par exemple, l'organisation de groupes actifs d'agriculteurs, l'application de techniques de vulgarisation intravillageoise, la validation et la mise à l'essai, de concert avec les agricul-



Photo H. Dupriez

teurs, du contenu technique de la vulgarisation. Dans la foulée de ces approches, des méthodes de vulgarisation ont été élaborées. La méthode RAAKS, par exemple, développée par l'université de Wageningen (Pays-Bas), préconise un système d'acquisition progressive des connaissances fondé sur une démarche systémique.

## La privatisation des services de vulgarisation

À la faveur des politiques d'ajustement structurel, le secteur privé intervient de façon croissante dans la fourniture de services de vulgarisation. Mais il est rare que les paysans pauvres, les ménages à charge d'une femme, les agricultrices, les jeunes ruraux sans expérience ou sans terre aient les capitaux ou le crédit nécessaires pour payer ces services. C'est pourtant ce groupe qui a le plus besoin de conseils et d'appui. C'est auprès de ces paysans et paysannes, qui occupent en Afrique (par exemple) 65 % des terres cultivables, que les actions de vulgarisation doi-

Photo H. Dupriez



## Dépasser les rapports convenus du maître envers l'élève

Pour connaître davantage son public, le vulgarisateur peut présenter à son groupe des photos de préférence typées : un champ d'arachide luxuriant, un paysan avec son âne, des visages. Chaque membre du groupe choisit deux photos, les interprète, dit ce qu'il ressent. Le vulgarisateur qui incite ainsi les gens à s'exprimer parvient à mieux cerner leur personnalité, leur imaginaire et leurs préoccupations. Dès lors, il dispose d'un élément capital d'information qui lui permettra de poursuivre son action en concertation.

Le dessin et les schémas sont utilisés dans la même perspective tout au long d'une action de vulgarisation, du diagnostic de situation à la restitution de l'analyse. Dépouillé (trop de détails induit la dispersion), le dessin symbolique ou codé (en analogie avec ce qui existe dans l'environnement) est le meilleur des supports. Veut-on illustrer le désengagement de l'État ? Le scénario en images représentera un âne tirant une charrette d'ignames tombant au fur et à mesure que l'attelage monte un chemin censé représenter la courbe du développement.





## La maquette : le média vivant de l'imaginaire

Confectionnée par les paysans eux-mêmes et avec les moyens disponibles au village (outils, calebasses, arrosoirs, etc.), la maquette joue un rôle très important dans la compréhension d'un phénomène et suscite des questions qui permettent au vulgarisateur de percevoir l'état de connaissance d'un groupe. Dans un village, l'espace est assez grand pour constituer une maquette active (un jardin, une mangrove...) où l'on peut verser de l'eau, intégrer des animaux et dont on peut suivre l'évolution. Son but est avant tout de représenter des phénomènes physiques, biologiques, agricoles ou environnementaux, mais elle sert aussi à renforcer les processus d'échange entre paysans. Après usage, la maquette est souvent récupérée par les enfants qui s'amusent à la refaire : c'est vraiment la pédagogie pour tous !

vent être développées avec des méthodes d'accompagnement adaptées.

## De la participation à l'action : une pédagogie interactive

Il n'existe pas de méthodes ou d'outils universels qui puissent s'appliquer à la diversité



Photo H. Dupriez

## Théâtre et jeux de rôle

Le théâtre (voir *Spore* n° 78) est un instrument de conscientisation qui suscite la réflexion, la réaction et l'action. À Souloou, au Burkina Faso, le théâtre s'organise autour des problèmes d'attribution de la terre aux familles qui n'en ont pas. Un homme représente le propriétaire foncier refusant de prêter sa terre alors qu'elle est en friche. Le public réagit. Au bout de quelques minutes, le propriétaire réel de la parcelle se présente et dit "Ici, c'est moi qui suis le propriétaire, alors laissez-moi jouer mon propre rôle." La pièce s'achève sur une suggestion : établir un bail. Qu'il s'agisse de dénoncer les exactions d'une société régionale ou les abus d'un marabout, le théâtre est un levier qui interpelle les spectateurs sur certaines questions délicates qui, en situation "normale", ne seraient pas abordées.

Au Mali, au Tchad, au Sénégal, la pratique du jeu de rôle auprès d'organisations paysannes a montré son efficacité, mais aussi ses risques. S'il permet aux paysans de découvrir des situations contestables, il peut déboucher aussi, lorsque la charge affective est trop forte, sur des débordements. Attention ! Tout repose sur la capacité de l'animateur à se muer en médiateur.

des situations que rencontre un vulgarisateur. À défaut de recettes miracles, un état d'esprit, valable quelles que soient les contingences, devrait sous-tendre son action : un paysan n'est pas un simple consommateur d'information ou de formation, mais un agent actif construisant sur son territoire une recherche-action. "Il ne s'agit pas d'inculquer un message, mais d'organiser un processus de réflexion et de faire en sorte de placer les 'bénéficiaires' de la vulgarisation en situation de se l'approprier et de maîtriser leurs responsabilités", assure Jacques Mercoiret, sociologue au CIEPAC (France).

Nombre d'agences de vulgarisation prônent donc une méthodologie fondée sur la connaissance de l'autre, l'écoute, la valorisation des savoirs plutôt que sur des messages prédigés qui risquent de n'être pas compris. Associer les villageois aux observations dans leurs champs, à la restitution des diagnostics, faire progresser la pensée et l'imagination collective, tels sont les grands principes qui, dans l'idéal, devraient gouverner toute action de vulgarisation. Ils relèvent de ce qu'on appelle une "pédagogie interactive" favorisant l'inventivité collective, incitant les personnes à s'exprimer sur leur situation, à l'analyser, à chercher des solutions à leurs problèmes puis à passer à l'acte.

Cela ne va pas sans respecter des étapes ; la formation nécessite le temps de la compréhension et celui de l'expérimentation. Cela ne va pas non plus sans une préparation minutieuse des outils de sensibilisation pratiques. Rien ne s'improvise.

Le diagnostic, l'analyse d'une situation, les solutions proposées et leur expérimentation se commentent, mais ils s'illustrent aussi à l'aide de transparents, d'affichettes, de vidéos, de diapositives et, moins classiquement, par le biais du jeu et de la mise en scène (voir encadrés). Ces "illustrations" doivent, pour être pertinentes, s'ancrer dans le contexte paysan et dans ses réalités. Ainsi peut-on puiser dans la culture locale ou dans

des adages connus de tous pour susciter un processus de réflexion et instaurer un climat de dialogue. Les médias disponibles sur place (presse, radio, livres) servent également de support à une réflexion diversifiée et permettent aux paysans d'exprimer leurs préoccupations. Le vulgarisateur dispose ainsi d'une palette d'outils qu'il décline en fonction de son public. L'essentiel réside dans sa volonté de créer un consensus afin que les changements afférents au développement soient voulus, de décrypter les priorités pour arriver à ce que l'offre technique s'opère au bon moment. Crie-t-on jamais "à table !" quand tout le monde est au champ ?

### Pour en savoir plus :

Une pédagogie interactive pour l'animation de groupes. Du Sud vers le Nord, Éditions Karthala, 1998, 184 pages, ISBN 286-537-812-8, 130 FF/19,81 €.

Manuel de communication pour le développement. Module de formation élaboré et testé dans le cadre du CESPA (Centre multimédia de communication pour le développement).

École aux champs, Hugues Dupriez, Éditions Terres et Vie, 1999 (voir page 12 de ce numéro).

### Voir aussi :

L'appui aux producteurs ruraux, Éditions Karthala/Ministère de la Coopération, 1994, 464 pages, ISBN 2-86537-520-X, 180 FF/27,43 €.

Options de vulgarisation agricole, J. Moris, CTA, 1994, 214 pages, ISBN 92-9081-120-X, n° CTA 593, 20 unités de crédit.

La reconnaissance du savoir rural, coédition Karthala/CTA (voir *Spore* n° 84, page 11).

## Trois petits tours et puis s'en vont...

Les marionnettes sont une autre version du jeu de rôle, mais déléguée, neutralisée par l'animateur qui connaît son public. "L'histoire comme la marionnette doivent être crédibles", assure Chris Doorman, enseignant et marionnettiste hollandais. De ses expériences en Éthiopie et au Zimbabwe, il retire trois leçons. La première est que le spectateur doit pouvoir s'identifier avec les personnages. La deuxième est qu'il faut prendre en compte l'expérience visuelle des gens. "Ceux qui ont l'habitude de regarder la télévision sont capables de remplir les espaces entre deux scènes, explique-t-il. Mais pour les autres, le spectacle de marionnettes doit être conçu avec des séquences très réglées." La troisième enfin est que les marionnettes ne règlent pas tout : "Elles ne parviendront jamais à convaincre les pêcheurs déplacés de Tanga, au Zimbabwe, qu'ils pourront devenir un jour agriculteurs."

## Il suffit de pousser les pions !

Le jeu de simulation est une autre version du jeu de rôle. Avec un support comparable à celui du jeu de l'oie ou du Monopoly, il permet par exemple de s'initier à de multiples disciplines, en (re)découvrant, en même temps que la règle du jeu, celles qui concernent la gestion, par exemple, ou encore le crédit.

## Alerte au Vanuatu !

Trois îles du Vanuatu abritent depuis le mois de décembre 1998 les fourmis rouges *Wasmannia auropunctata*. Ces indésirables minuscules (1 à 1,5 mm), qui construisent leurs nids dans des troncs d'arbres ou sous des débris divers, s'attaquent aux végétaux en détruisant leurs feuilles, mais aussi aux invertébrés. Leur morsure est douloureuse pour l'homme et dangereuse pour les animaux. Pour éviter leur propagation, le service de contrôle phytosanitaire du Vanuatu traite systématiquement les bateaux et les avions en provenance des îles de Vanua Lava, Mota et Gaua. L'exportation de leurs produits agricoles est interdite pour le moment.

AG Alert n° 18, avril 1999.

## Et au Gabon...

Non contentes d'envahir les archipels du Pacifique, ces petites fourmis voyageuses sont également signalées au Gabon, où elles déciment les invertébrés locaux et risquent de modifier l'équilibre biologique de certaines régions (côte sud-ouest, sud-est de Libreville). Mais dans le cas présent, elles ont été invitées : d'abord introduites dans les plantations de cacao pour lutter contre certains hémiptères, les mirides, elles sont utilisées maintenant par des villageois pour "nettoyer" les plantations de maïs.

Canopée, bulletin sur l'environnement en Afrique centrale, mai 1999.

## La douceur du sucre, les calories en moins

Des scientifiques de l'Institut néerlandais de recherche phylogénétique (CPRO-DLO) ont créé une nouvelle plante : le Fructanbeet™. Cette betterave sucrière génétiquement modifiée produit du fructan, c'est-à-dire des polymères de saccharose utilisés dans les édulcorants peu caloriques, des substituts de lipides et toute une série de produits pharmaceutiques et industriels. Des gènes prélevés sur des topinambours ont été introduits dans une betterave sucrière. La plante issue de cette "union" convertit la quasi-totalité du saccharose produit en fructan.

## La FAO propose un label pour le thé

Parce que le thé réduit les risques de troubles cardio-vasculaires et de certains types de cancers, la FAO veut promouvoir sa consommation en créant un "label thé". Thé noir, thé vert et oolong pourraient bénéficier de ce label en cours d'homologation, à condition de répondre à un certain nombre de critères (la teneur minimale en feuilles de *Camellia sinensis* doit se situer entre 80 % et 90 %). Cette promotion devrait inciter les pays producteurs à accroître leur production pour satisfaire le marché.

# Les cerfs-volants géographes



La bonne distance pour voir ce qui marche et ce qui ne marche pas.

■ Le Projet de développement rural de Tahoua (PDRT), au Niger, couvre différents domaines d'activité, notamment le pâturage des chèvres, la culture du millet et la lutte contre l'érosion. Eric Tielkes, collaborateur du PDRT et bricoleur enthousiaste, a mis au point un dispositif original, compatible avec les systèmes d'information géographique (SIG, voir page 10). Il a

accroché un appareil photographique à un cerf-volant. Grâce à ces photos, le PDRT peut juger de l'efficacité de certains dispositifs de lutte contre l'érosion, comme les petits barrages ou les haies. Les taches causées par la sédimentation sont visibles sur les photos, tout comme les ravines indiquant que les dispositifs anti-érosion sont mal situés ou défectueux.

La technique de la photographie aérienne par cerf-volant n'est pas nouvelle, mais elle n'a jamais été utilisée à des fins professionnelles. L'appareil photographique est suspendu à huit mètres au-dessous du cerf-volant dont la voilure mesure 6 m<sup>2</sup>. Au sol, le photographe peut déterminer l'instant où la photo doit être prise grâce à un tuyau de 40 cm de long et de 10 cm de diamètre muni d'un petit miroir à son extrémité inférieure. Dès qu'il aperçoit le cerf-volant dans le miroir, le photographe sait que l'appareil se trouve au-dessus de l'endroit à photographier. L'appareil photographique est télécommandé et équipé d'un dispositif d'avance automatique du film.

Pour obtenir le plus grand nombre de données possible et des photographies faciles à interpréter, il faut que les photos soient prises perpendiculairement au sol. Un cerf-volant muni d'un appareil photographique, d'un mécanisme de suspension, de 600 mètres de corde et d'un dévidoir coûte moins de 2 000 dollars ou euros.

▲ E. Tielkes, PDRT  
c/o DED  
BP 11895, Niamey - NIGER  
Fax : + 227 753 137  
E-mail : eva@intnet.ne

# Caraïbes : des lendemains qui chantent pour la banane bio ?

■ La culture biologique de bananes dans les Caraïbes a de l'avenir. La demande pour ce produit est en hausse sur les marchés d'Europe et des États-Unis, et sa culture donne déjà d'excellents résultats en République dominicaine. Ce type de culture pose quand même des problèmes dont les principaux sont la lutte contre les ravageurs, la topographie, la faiblesse des infrastructures, les coûts importants de main-d'œuvre et le manque d'engrais naturels pour améliorer la fertilité des sols.

C'est ce qui est ressorti d'un atelier international sur "la production et la commercialisation des bananes biologiques par des petits exploitants" qui s'est tenu à Saint-Domingue en République

dominicaine du 31 novembre au 3 décembre 1999. L'atelier, organisé par le CABI-Biosciences, le CEDAF, l'INIBAP et le CTA, a estimé le potentiel et les contraintes de la culture biologique de bananes dans les Caraïbes comme alternative possible aux modes conventionnels de production. Les îles Sous-le-Vent en particulier offrent des conditions favorables à ce type de culture. La Sigatoka noire, maladie très redoutée, ne sévit pas sur ces îles ; on y cultive la banane depuis très longtemps et les cultivateurs sont bien organisés. Les participants à l'atelier ont privilégié les questions de commercialisation. Les producteurs ne connaissent pas suffisamment les exigences des consommateurs et

des détaillants en ce qui concerne le goût, la durée de conservation et le mûrissement. Il y a grand besoin d'information et de formation en cette matière. Les participants ont également soulevé le problème de la conversion des exploitations à la culture biologique qui exige d'importants investissements et du temps. Le soutien accordé aux petits producteurs au cours de leur conversion serait plus efficace s'il était conjugué à un système de certification donnant aux produits un label de qualité et de garantie ("produits sans pesticides" et "commerce équitable") et si cette certification était délivrée par des organismes nationaux et régionaux plutôt qu'européens ou américains.



## SARA, prends garde !



Photo B. Fèvre

■ Pour sa deuxième édition, le Salon international de l'agriculture et des ressources animales, qui s'est déroulé du 26 novembre au 3 décembre 1999 à Abidjan (Côte d'Ivoire), a remporté un réel succès populaire. Le SARA a tenu cette année encore son pari de faire connaître à un public urbain la réalité du monde agricole. De nombreux visiteurs passionnés

ont pu découvrir les activités traditionnelles de la Côte d'Ivoire – cultures de café, de cacao, d'hévéa, de riz et de maïs, pisciculture, élevage de bovins et de caprins – et d'autres plus insolites : élevage de vers à soie, de grenouilles, d'escargots géants et production d'huiles essentielles. "C'est la première fois que je vois ce qu'est une plantation de riz", s'émerveillait

un jeune visiteur. Pourtant, son enthousiasme n'était pas partagé par tout le monde, à commencer par les exposants eux-mêmes. Pour 18 m<sup>2</sup> de stand, ils doivent en effet déboursier quelque 2 millions de FCFA (3 000 €) ! Ce prix exorbitant des espaces explique sans doute l'absence au SARA, comme dans d'autres manifestations du même type, de nombreuses petites et moyennes entreprises agricoles. Et c'est décidément toujours un peu la même chanson, prévenait un journal local<sup>1</sup> : du fait de la cherté des places, forums, salons et foires ne profitent qu'aux mêmes, ce qui, à force, risque de lasser tout le monde, même ceux qui ont pignon sur rue.

<sup>1</sup> Notre Voie, 23 mars 1999.

## Les femmes investissent où résident leurs intérêts

■ Les femmes et leur sens des affaires participent énormément au développement de l'Afrique rurale. Afin d'animer la réflexion sur la question, le ministère grec de l'Agriculture, la Coopération autrichienne et le CTA ont organisé en octobre 1999 à Athènes (Grèce) un séminaire sur "le rôle économique des femmes dans le développement agricole et rural – promotion d'activités créatrices de revenus". Une cinquantaine de femmes provenant de seize pays africains ont participé à cette rencontre, la plus importante jamais organisée par le CTA sur ce sujet. Il s'agissait en particulier de discuter des obstacles de fond et des conditions préalables à l'organisation d'activités créatrices de revenus. Malgré leur rôle prépondérant en agriculture, les femmes bénéficient rarement du droit légal ou coutumier d'accès aux facteurs de production ou de contrôle (crédit, terre, eau et formation). Elles sont aussi souvent exclues du partage des bénéfices.

Le problème de l'accès au foncier – sérieux inconvénient pour les femmes dans toute l'Afrique rurale – a suscité de nombreux commentaires au cours de la réunion. Quel qu'ait été le type de législation en vigueur (droit coutumier, législations coloniale et post-coloniale), les droits fonciers des femmes n'ont jamais été définis et ils ne leur sont toujours pas accordés aujourd'hui. Le séminaire a proposé que la légis-

lation en la matière soit remaniée et harmonisée avec le droit civil et pénal. Des campagnes de sensibilisation devraient accompagner ce processus.

Les diverses communications du séminaire ont témoigné des efforts consentis par les femmes pour accéder aux ressources telles que les crédits commerciaux. Dans les régions rurales d'Afrique du Sud, 80 % des sociétaires de programmes de crédit bancaire mis en place au niveau du village sont des



femmes. Leur devise, "Investissez d'abord là où résident vos propres intérêts", leur convient parfaitement ! Les femmes sujets plutôt qu'objets du développement : tel était le message essentiel de ce séminaire. La parution des actes sera annoncée dans un prochain numéro de *Spore*.

## L'amande de plage, trésor des îles

■ Un arbre aux ressources multiples pousse sur les côtes du Pacifique sud. Son nom ? *Terminalia catappa*, ou plus communément "amande de plage" ou "nata-poa". Il mesure 25 à 40 mètres, ses puissantes racines contribuent à stabiliser les rivages et il est très résistant au vent ; son bois dur est utilisé pour la construction et l'ameublement. Bien adapté aux climats maritimes, subtropicaux et tropicaux, il accepte tous les sols côtiers s'ils sont bien drainés. Cet arbre produit aussi, dès sa troisième année, des fruits rouge foncé à maturité dont les amandes, comestibles et goûteuses, sont vendues sur les marchés. Plusieurs variétés existent. Elles ont été sélectionnées depuis longtemps à Vanuatu ou dans les îles Salomon,

pour obtenir des fruits plus gros et plus faciles à casser. La vigueur de *Terminalia catappa*, sa résistance, sa facilité de reproduction et ses rendements importants font que sa culture mérite d'être développée dans les îles tropicales.

▲ South Pacific Regional Initiative on Forest Genetic Resources (SPRIG)

- Kuldeep Singh  
Department of Forestry,  
Raiwaqua - FIDJI
- Tolusina Pouli  
Forestry Division, Apia - SAMOA
- Basil Gua  
Forestry Division, Honiara  
SOLOMON ISLANDS
- Tevita Faka'osi, Viliani Manu  
Department of Forestry,  
Nuku'alofa - TONGA
- Ioan Viji  
Department of Forestry,  
Port-Vila - VANUATU

Source : Pacific Islands Forests and Trees, juin 1999.

## Le Tchad met la gomme

Extraite de l'*Acacia senegal* ou gommier, la gomme arabique bénéficie aujourd'hui d'un regain d'intérêt dans la foulée du discrédit jeté sur la gélatine (à cause du scandale de la vache folle) et les amidons (organismes génétiquement modifiés). Après la baisse de production accusée par le Soudan, premier producteur mondial, le Tchad a intensifié sa production pour devenir le deuxième exportateur mondial de gomme arabique. L'Association française des volontaires du progrès (AFVP) a mis en place un programme d'appui à la filière avec pour objectifs d'améliorer les techniques d'exploitation, de récolte, de séchage, de conditionnement, de transport et l'organisation de la commercialisation.

## Prix spécial pour les apiculteurs de la Sierra Leone

La National Agency for Beekeepers de la Sierra Leone (l'agence nationale des apiculteurs) s'est distinguée lors du premier concours international de la cire d'abeille organisé à Beijing en Chine par la compagnie japonaise Cera Rica Noda. Les apiculteurs de ce pays en guerre parviennent, en effet, à produire une cire d'abeille de grande qualité. Le prix spécial qu'ils ont obtenu à l'issue de ce concours récompense leur performance. Outre une médaille de bronze et un prix d'honneur, la National Agency for Beekeepers s'est vu attribuer une dotation financière.

## TIC : commençons par le commencement

La sensibilisation est le préalable indispensable au développement des technologies d'information et de communication (TIC) en Afrique. Telle a été la conclusion de l'atelier intitulé "TIC et développement des institutions agricoles" organisé par le CTA au début du mois de novembre en Afrique du Sud. Les participants, recrutés pour la plupart parmi les cadres des organisations intervenant dans le secteur de la gestion des informations et de l'agriculture, ont reconnu l'importance des TIC, dans la mesure où elles améliorent la circulation des informations. L'accès à ces informations et la qualité de celles-ci demeurent toutefois primordiaux. Les infrastructures et les systèmes d'information existants (les bibliothèques, par exemple) doivent être intégrés aux processus de mise en œuvre des TIC en Afrique. Pour construire une Afrique "connectée", il faut d'abord jeter des fondations solides en matière d'enseignement, de formation et de sensibilisation.

## Symposium international sur les systèmes d'éléments nutritifs équilibrés

L'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) et l'Université catholique de Louvain (KUL), en Belgique, organisent un symposium international sur les systèmes équilibrés de gestion des éléments nutritifs pour les savanes et les régions forestières humides d'Afrique à Cotonou (Bénin), du 9 au 12 octobre 2000.

➤ Département des Sciences du milieu et de l'aménagement du territoire  
Université catholique de Louvain  
Kardinaal Mercierlaan 92  
3001 Leuven - BELGIQUE  
Fax : + 32 16 321 997  
E-mail : roel.merckx@agr.kuleuven.ac.be  
Site Web : www.cgiar.org/itainform/bnms\_1.htm

## Ordinateurs sans frontières

Une solution peu onéreuse pourrait permettre de répondre aux besoins croissants des organisations du Sud en matière d'informatique. L'organisation Computer Aid, créée en 1999, recycle les équipements informatiques usagés. Lorsque les entreprises mettent leur matériel à niveau, des milliers de micro-ordinateurs, d'imprimantes et de modems sont mis au rebut. Après avoir réparé ces équipements, Computer Aid les envoie à des écoles, à des organisations sanitaires et à des associations locales de l'hémisphère Sud. Pour l'heure, l'Afrique du Sud, le Zimbabwe, le Ghana, le Mozambique, la Jamaïque et Cuba ont reçu du matériel.

➤ Computer Aid International  
129 Seven Sisters Road  
Londres N7 7QG - ROYAUME-UNI  
Fax : + 44 171 272 5476  
E-mail : computer\_aid@cit.org.uk  
Site Web : www.cit.org.uk/computer\_aid

## Le noni fidjien vers un marché juteux

Utilisé traditionnellement comme médicament dans les îles des Caraïbes et du Pacifique, le noni (fruit du *Morinda citrifolia*) est à la mode. Il a pourtant une odeur nauséabonde lorsqu'il est frais. Mais, transformé en jus, il fait les délices des consommateurs aux États-Unis, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Un entrepreneur fidjien s'est donc lancé dans la fabrication (trois semaines), le conditionnement et l'exportation du jus de noni. Mais la demande est telle qu'il encourage les Fidjiens à développer la culture du noni et son circuit commercial. Avis aux amateurs.

Pacific Islands Forests and Trees,  
juin 1999.

➤ David Khan  
Kura Exporter  
Caubati - FIDJI

## Agriculteurs et éleveurs, même combat



Nous devons tous partager ce même grain de poussière qu'est la Terre.

■ Au Sahel comme ailleurs, les relations entre les agriculteurs et les éleveurs sont souvent conflictuelles. Pourquoi? Parce que chacun d'eux revendique pour lui-même l'utilisation et la gestion des ressources naturelles (eau, terre, fourrage). À Beiga, au nord du Burkina Faso, les habitants, épaulés par la GTZ, ont donc décidé d'éta-

blir une convention régulant la gestion communautaire de ces ressources. Une gestion particulièrement délicate lorsqu'on sait que 10 000 pasteurs et agropasteurs vivent sur une zone de 400 km<sup>2</sup>, peu et irrégulièrement arrosée (350 à 600 mm par an). Les ressources de cette zone sont désormais gérées selon des règles élaborées après de

longues discussions. Certaines terres sont affectées uniquement au pâturage, d'autres uniquement aux cultures; les animaux ne sont plus laissés en liberté dans les champs pendant la saison des pluies, ni autour des points d'eau; le fauchage et la revente du foin sont strictement réglementés; les arbres sont protégés... Cette convention est à l'essai pendant deux ans. Au terme de cette période d'expérimentation, elle aura force de loi si elle est concluante.

➤ Boureima Drabo, Hermann Grell  
GTZ  
Avenue Badoua, 01 BP 1485  
Ouagadougou 01 - BURKINA FASO  
Fax : + 226 31 08 73  
E-mail : Psb.gtz@fasonet.bf

### Pour en savoir plus :

Site Web :  
www.worldbank.org/wbi/conatrem/  
BurkinaFaso-Paper-Fr.htm

## Les échanges profitent aux microfinanciers



En visite à la Mutuelle financière des femmes africaines (MUFFA).

■ On apprend en lisant ou en écoutant ce qui se dit. Mais rien ne vaut un échange direct d'idées et d'expériences, une comparaison et une recherche de solutions créatrices. C'est dans cette optique que le CTA coorganise des visites d'étude comme celle consacrée au microfinancement qui s'est déroulée au Cameroun en octobre 1999. Ses participants représentaient 15 organisations de microfinancement implantées dans huit pays africains. Ils ont séjourné au Cameroun et rendu visite à toutes sortes d'institutions, différentes tant par la taille, les produits offerts (crédits, assurances) ou le mode de gestion que par les groupes cibles.

Cette visite d'étude, organisée avec le ministère de l'Agriculture du Cameroun et l'IRAM (un institut de recherche sur le développement), visait de façon générale à améliorer les services que les instituts de microfinancement offrent aux groupes sociaux habituelle-

ment dédaignés par les banques. Parallèlement, les microfinanciers doivent adopter certaines règles de fonctionnement bancaire pour accroître leur efficacité et accéder aux marchés financiers et monétaires. L'accès à ces marchés est absolument primordial, puisqu'il permet d'augmenter le volume des crédits et donc de rapprocher la microfinance des communautés locales.

Les participants sont convenus de la nécessité de créer une or-

ganisation professionnelle sectorielle pour traiter avec les bailleurs de fonds. Ils ont également conclu que les organismes de microfinancement s'accommoderaient bien de certaines formes d'autogestion, à l'échelon local. Toutefois, un problème de "genre" demeure : les femmes interviennent trop rarement dans la gestion des organismes de microfinancement, sauf dans les cas où ceux-ci s'adressent à un public exclusivement féminin.

## Quand les femmes s'en mêlent...

■ À l'origine, le groupe féminin Ivuso, de Makindu au Kenya, avait pour objectif de promouvoir l'alphabétisation et l'entraide. Au fil du temps, avec l'appui de l'Institut kenyan de recherche agricole (KARI) et de l'Institut international de recherche pour les cultures en tropiques semi-arides (ICRISAT), il est devenu une entreprise pilote pour la promotion de variétés améliorées de sorgho et de millet. Les femmes ont d'abord testé ces nouvelles cultures, puis se sont équipées pour transformer leur production. Aujourd'hui, elles sont fières de leurs réalisations : elles ont prouvé que ces céréales sont parfaitement adaptées au climat sec de la

région, bien mieux que le maïs, culture dominante mais trop gourmande en eau. Elles ont mis au point des techniques faciles et efficaces pour moudre le grain. Enfin, elles ont démontré que, avec des recettes et des méthodes de cuisson appropriées, le sorgho et le millet remplacent avantageusement le maïs dans l'alimentation. Actuellement, le groupe cultivative et commercialise les semences améliorées dans la région de Makindu, où les habitants se tournent vers ces cultures mieux adaptées aux conditions climatiques.

Source : AgriForum n° 7, avril 1999.

➤ Diana Nzomo  
Ivuso Ya Manyatta Women Group  
PO Box 60, Makindu - KENYA



## Guerre aux tiques aux Caraïbes

■ *Amblyomma variegatum* est une tique redoutable. Depuis 170 ans qu'elle sévit dans les Caraïbes, venant d'Afrique, elle se propage sur le bétail et parfois sur les humains. Sa piqure provoque des inflammations et des abcès. Pire, elle transmet aux animaux deux maladies graves, la péri-cardite (causée par *Cowdria ruminantium*) et la dermatophyllose (provoquée par *Dermatophilus congolensis*). L'élevage a été gravement touché dans certaines îles



carraïbes et les producteurs ne sont plus en mesure de répondre à la demande locale. Le programme CAP (Caribbean *Amblyomma* Programme) a donc été mis en place pour tenter d'éradiquer le parasite, en mobilisant les habitants grâce à une approche participative : les éleveurs locaux, qui ont un rôle clé, sont formés sur place et ont la responsabilité de soigner leurs animaux avec des acaricides;

le public bénéficie de vastes campagnes d'information. Pour l'instant, les résultats sont encourageants. La tique a disparu de Porto Rico et de Sainte-Croix dans les îles Vierges, où l'élevage reprend. Toutefois, gare aux rechutes ! La tique peut revenir tant qu'elle n'a pas été totalement éliminée de la région entière.

Caribbean Amblyomma Programme  
Food and Agriculture Organization  
631-C Bridgetown  
BARBADE  
Fax : + 246 427-2760  
E-mail : RCU@capweb.org

### Pour en savoir plus :

Site Web :  
[www.capweb.org/cap/index.html](http://www.capweb.org/cap/index.html)

## Une huile de palme insensible au froid

Jusqu'à présent, le seul palmier à huile capable de pousser sur les hauts plateaux d'Afrique était le Dura, qui donne un faible volume d'huile comestible. Des phytogénéticiens de la FAO et une entreprise du Costa Rica sont parvenus à croiser cette variété avec le type Tenera, qui pousse à plus basse altitude et produit davantage. Les essais menés en Éthiopie, où les nouveaux palmistes sont plantés à plus de 900 m d'altitude, ont donné des résultats encourageants. La FAO est actuellement en train d'introduire la nouvelle variété dans d'autres pays, notamment au Malawi, en Zambie et au Cameroun.

FAO, The Industrial Crops Group, août 1999.

## Vous avez dit "breveter le vivant" ?

Les pays africains ont fait connaître leur position quant à l'accord ADPIC (Aspects des droits de propriété intellectuelle) de l'OMC, qui aurait dû être débattu à Seattle (États-Unis) en décembre dernier. Ils soulignent que "les plantes, les animaux, les micro-organismes vivants et leurs dérivés ne peuvent être brevetés, et les processus naturels qui les créent ne doivent pas non plus être soumis au brevetage". En outre, le Groupe africain demande que toute loi sur la protection des variétés végétales puisse protéger les droits des agriculteurs et des communautés indigènes selon la Convention des Nations unies. Plusieurs pays d'Asie et d'Amérique latine soutiennent cette proposition, ainsi que le PNUD et l'Académie des sciences du tiers-monde.

Third World Network  
228 Macalister Road, 10400  
Penang - MALAISIE  
Fax : + 60 4 226 45 05  
E-mail : [twonet@po.jaring.my](mailto:twonet@po.jaring.my)  
Site Web : [www.twinside.org.sg/](http://www.twinside.org.sg/)

## L'impact de la recherche agronomique

■ Évaluer l'impact de la recherche agricole est extrêmement compliqué, mais on ne saurait se dispenser de cette évaluation si l'on veut améliorer la recherche et responsabiliser les chercheurs. Du fait de l'évolution des programmes de recherche, le problème de l'étude d'impact se pose de manière récurrente. Il serait donc utile d'institutionnaliser cette activité d'une façon ou d'une autre, peut-être même au niveau régional. Voilà, pour l'essentiel, le thème abordé lors de l'atelier intitulé "Évaluation de l'impact de la recherche agricole en Afrique orientale et centrale", organisé par l'ECART, l'ASARECA et le CTA à Entebbe (Ouganda) en novembre dernier.

Lorsqu'on analyse l'impact de la recherche, on est contraint de se demander à qui cette recherche est

destinée. Lors d'une des séances de l'atelier, les participants ont identifié différents acteurs du secteur agricole, tous concernés par l'impact de la recherche agricole. Les participants ont, en outre, souligné que les chercheurs n'avaient jamais montré un grand intérêt pour les études d'impact. Les scientifiques – qui souhaitent en toute logique se concentrer sur leurs travaux et la diffusion de leurs résultats – considèrent ces activités comme une charge de travail supplémentaire.

Lorsqu'on aborde le thème de la responsabilisation financière, on s'intéresse davantage aux priorités des bailleurs de fonds qu'à celles des bénéficiaires de la recherche. Bien souvent, ces derniers ignorent que les chercheurs leur doivent des comptes. De plus, les

études d'impact sont souvent exécutées de façon ponctuelle par des consultants extérieurs et commanditées par les bailleurs de fonds. L'étude d'impact, ont donc conclu les participants, devrait être considérée comme une forme d'apprentissage au sein des instituts de recherche, fondée sur une communication permanente avec les principaux acteurs du secteur. L'institutionnalisation de l'étude d'impact doit donc être intégrée à un processus de renforcement des capacités au sein des institutions et à l'intérieur des structures consultatives nationales et régionales.

### Voir aussi :

Valorisation des résultats de la recherche agricole et leur impact sur le développement, M. Fall, CTA, 1999, 76 pages, ISBN 92-9081-194-3, n° CTA 922, 5 unités de crédit.

## La recherche brésilienne au secours du palmier à huile

■ Inquiétude en Amérique latine : les plantations de palmier à huile, constituées de l'espèce africaine très productive *Elaeis guineensis*, sont décimées par une maladie fulgurante dont on ne connaît rien pour l'instant : la pourriture du cœur (amarelecimento fatal). Pour la station de recherche de Rio Urubu en Amazonie occidentale, la course contre la montre a commencé : il s'agit de mettre au point des plants résistants à cette maladie (d'origine amazonienne, comme *Elaeis oleifera*) et aussi productifs que la variété africaine originelle.

Le temps presse et les processus de sélection sont longs. C'est pourquoi les chercheurs travaillent aussi sur la technique du clonage en vue d'isoler le gène résistant à la maladie, présent dans les espèces américaines, pour l'inoculer aux plants de l'espèce africaine. Mais la mission de la station ne s'arrête pas là : pour constituer une banque génétique, elle collectionne les multiples variétés de palmier à huile, produit des semences sélectionnées à fort potentiel de production d'huile et à croissance lente et d'autres encore résistantes à la



Photo: Still Pictures

fusariose (*Fusarium oxysporum* var. *elaeidis*), une maladie du palmier mieux connue.

EMBRAPA  
Centro de Pesquisa Agro florestal da Amazônia Ocidental  
Ministério da Agricultura e do Abastecimento  
Rodovia AM-010, km 29  
CP 319, CEP 69 011 970  
Manaus, AM - BRÉSIL  
Fax : + 55 92 622 11 00  
Site Web : [www.cpaa.embrapa.br](http://www.cpaa.embrapa.br)

## Pesticides : retour aux envoyeurs !

L'Éthiopie est, après le Maroc, le deuxième pays d'Afrique le plus encombré par des pesticides périmés, avec 1 500 tonnes stockées dans plus de 400 sites souvent proches des populations. Un projet, coordonné par la FAO et financé par l'USAID, prévoit de déplacer les conteneurs de produits vers huit sites centraux, de nettoyer les anciens emplacements, de former des techniciens en matière de gestion et de stockage de ces produits et, enfin, de faire prendre conscience à la population et aux administrations du danger de leur utilisation. Les conteneurs seront acheminés vers les pays développés où ils seront incinérés dans des usines spécialisées.

Contact :  
[Alemayehu.Wodageneh@fao.org](mailto:Alemayehu.Wodageneh@fao.org)

# Cartes sur table

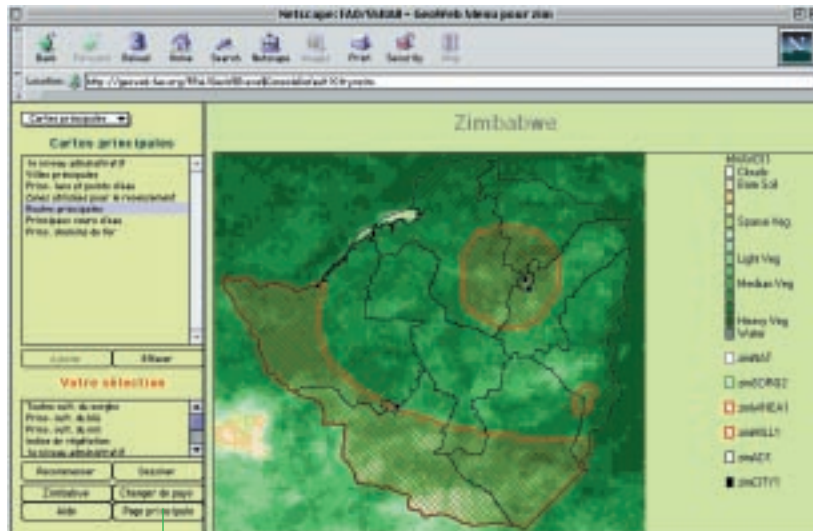
Les systèmes d'information géographique, ou SIG, sont des applications qui permettent de superposer, de croiser et d'analyser des données géographiques de toutes sortes : cartes, images satellitaires, photos aériennes, statistiques, textes, etc. Leur but ? Intégrer le maximum d'informations récentes pour gérer au mieux les ressources, analyser, prévoir et planifier. Les SIG sont d'une grande utilité pour la gestion des ressources naturelles, le développement rural et la prévention des risques. Encore faut-il pouvoir accéder aux résultats de ce travail. Voici quelques pistes.

Dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, par exemple, on sait que l'accroissement de la densité de la population pose de nombreux problèmes : surpâturage, déforestation, érosion des sols et raréfaction ou pollution de l'eau. Les SIG permettent d'intégrer ces multiples facteurs et d'interpréter leurs interactions. Quelques sites en donnent des exemples : [www.fao.org/giews/english/Basedocs/lacbase.htm](http://www.fao.org/giews/english/Basedocs/lacbase.htm) présente des images satellitaires par pays avec l'état de la végétation année par année. Le site [edcwww.cr.usgs.gov/earthshots/slow/tableofcontentsmap](http://edcwww.cr.usgs.gov/earthshots/slow/tableofcontentsmap), de l'US Geological Survey, propose des images satellitaires (Maurita-

nie, Tchad, Sénégal, Éthiopie, Kenya) qui permettent de suivre l'évolution de l'occupation du sol sur plusieurs années. L'université du Maryland a créé un SIG qui organise l'essentiel des informations disponibles sur la végétation, le climat, la population et les infrastructures de tous les pays d'Afrique centrale à l'échelle régionale (1/1 000 000), en vue d'analyser les changements du couvert végétal pour une meilleure gestion des ressources naturelles de ces pays ([carpe.gecp.virginia.edu/french/gisthemes.html](http://carpe.gecp.virginia.edu/french/gisthemes.html)). Le serveur du SIG Hydrologie HAPEX - Sahel propose un accès en ligne à sa base de données hydrologiques (réseau, précipitations, nappes souterraines) à [gaya.mpl.orstom.fr/grasslinks/](http://gaya.mpl.orstom.fr/grasslinks/). À une échelle plus modeste, vous pouvez voir à l'adresse [www.nhm.ac.uk/botany/projects\\_research/project3/index.html](http://www.nhm.ac.uk/botany/projects_research/project3/index.html) le résultat d'un projet de surveillance de l'écosystème des "Maya Mountains" (Belize), établi à partir d'images satellitaires et d'observations sur le terrain.

La surveillance des cultures permet de prévoir les futures récoltes. C'est ce que montre la FAO sur son site [geoweb.fao.org/](http://geoweb.fao.org/), où vous pouvez consulter les données utilisées par le Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR) pour chaque pays du monde.

Plusieurs systèmes d'alerte concernent directement les pays ACP et s'expriment sous forme de cartes fréquemment mises à jour portant sur la surveillance climatique (sécheresse, zones de fortes pluies, cyclones) et l'observation des ravageurs des cultures. Le site de l'Organisation météorologique mondiale ([www.wmo.ch/Welcom-fr.html](http://www.wmo.ch/Welcom-fr.html)) fournit en temps réel une analyse météorologique basée sur les données de neuf satellites et 17 000 stations d'observation. Vous pouvez y trouver des informations sur El Niño et La Niña, des renseignements météorologiques et océanographiques et des liens vers les offices météorologiques nationaux. Dans le même esprit, [www.intellicast.com/LocalWeather/World/content.shtml](http://www.intellicast.com/LocalWeather/World/content.shtml) vous four-



*Vous pouvez maintenant construire votre propre système de surveillance... si vous disposez d'un ordinateur.*

nira les prévisions météo pour les prochains jours à Tombouctou ou Johannesburg. Rappelons aussi que la FAO vous permet de suivre semaine après semaine l'évolution des populations de criquets (voir *Spore* n° 84, page 3) : [www.fao.org/WAICENT/FaoInfo/Agricult/AGP/AGPP/Locusts/Default.htm](http://www.fao.org/WAICENT/FaoInfo/Agricult/AGP/AGPP/Locusts/Default.htm)

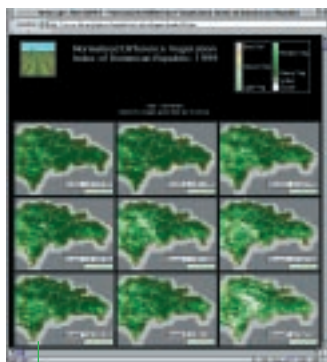
Si ces exemples ont attisé votre curiosité et si vous voulez savoir plus concrètement comment s'élabore un SIG, vous pouvez le faire en ligne, et même télécharger gratuitement des logiciels simples qui vous permettront de débiter. Le SMIAR, cité plus haut, propose ([geoweb.fao.org/FRA/GeoWEB.exe\\$ChooseCtry](http://geoweb.fao.org/FRA/GeoWEB.exe$ChooseCtry)) de créer des cartes personnalisées en combinant des informations provenant de ses bases de données et des images satellitaires du programme Artemis de la FAO : cartes de base, zones de culture et cartes thématiques à partir des données statistiques (population, production agricole, nuages, végétation) du pays, avec des instructions détaillées sur la façon de construire une carte. La FAO propose aussi sur [www.fao.org/giews/french/windisp/windisp.htm](http://www.fao.org/giews/french/windisp/windisp.htm) le logiciel gratuit WinDisp qui permet de réaliser facilement l'affichage et l'analyse d'images satellitaires, de cartes et de bases de données associées, l'accent étant mis sur l'alerte rapide pour la sécurité alimentaire. À l'adresse [www.ce.utexas.edu/prof/maidment/gishydro/africa/ex1af/ex1af.htm](http://www.ce.utexas.edu/prof/maidment/gishydro/africa/ex1af/ex1af.htm), vous pouvez télécharger le logiciel Arcview et faire plusieurs exercices sur des données hydrologiques, sur le bassin du Niger par exemple. Ces sites offrent une approche intéres-

sante, mais, si vous cherchez une vraie formation aux SIG, il faudra alors vous tourner vers les universités, qui sont nombreuses à proposer des cycles courts (1 à 3 ans) post-universitaires, ou vers des organismes spécialisés comme l'ITC (International Institute for Aerospace Survey and Earth Sciences, PO Box 6, 7500 AA Enschede, Pays-Bas – Fax : + 31 53 487 44 00 – E-mail : [pr@itc.nl](mailto:pr@itc.nl)).

Les SIG seraient-ils donc un outil uniquement accessible par Internet ? Heureusement non : on peut y échanger facilement ce genre d'informations, mais il est (presque) aussi facile d'obtenir des cartes, des logiciels et des données de toute sorte auprès des instituts de recherche, des instituts géographiques nationaux ou des entreprises d'édition cartographique. Pourtant, on est encore loin d'une appropriation par tous des résultats obtenus par les SIG, et on est loin également d'une appropriation des données par les acteurs du terrain, quoique des solutions plus accessibles commencent à voir le jour (voir notamment page 6 de ce numéro de *Spore*). On ne s'étonnera donc pas que cette problématique de l'appropriation ait été au cœur des débats de la rencontre internationale organisée par l'ITC et le CTA en septembre 1997.

## Pour en savoir plus :

Potentiels d'application des SIG et de la télédétection pour le développement rural en Afrique sub-saharienne. *Actes d'un séminaire, Enschede, Pays-Bas, 1997. CTA, 1998, 268 pages ISBN 92-9081-1986 40 unités de crédit, N° CTA 908*



*La végétation de la république Dominicaine : regardez-la croître, décroître ou brûler.*

nie, Tchad, Sénégal, Éthiopie, Kenya) qui permettent de suivre l'évolution de l'occupation du sol sur plusieurs années. L'université du Maryland a créé un SIG qui organise l'essentiel des informations disponibles



# Publications

## La fiscalité au secours de la forêt

■ Les politiques forestières dans les pays d'Afrique centrale reposent essentiellement sur la réglementation administrative et la prescription technique. Elles n'ont pas utilisé jusqu'à présent toute la gamme des instruments économiques qui s'appuient souvent sur des mécanismes de marché pour donner un prix aux ressources boisées, régler l'accès aux concessions forestières ou arbitrer entre exportation des grumes et transformation domestique. Or la fiscalité, lorsqu'elle intègre des dimensions écologiques, peut inciter les exploitants à mieux utiliser la forêt, en limitant la dégradation de l'écosystème et en innovant techniquement, de la coupe à la

transformation industrielle. Taxes, redevances, quotas, enchères, marchés de droits, subventions, primes de performance, certification des bois, interdiction d'exportation des grumes, marchés de carbone, tels sont, en autres, les instruments économiques au centre des nouveaux débats sur la gestion durable des forêts tropicales. Ce livre offre une vision pragmatique et stimulante des enjeux de politique forestière attachés à ces nouvelles dimensions de la gestion des forêts tropicales où se croisent économie et écologie.

Les instruments économiques de la forêt tropicale. Le cas de l'Afrique centrale. Coédition Maisonneuve et Larose/CIRAD, 1999, collection "Économies en développement"



La Librairie du CIRAD  
BP 5035  
34032 Montpellier cedex 1 - FRANCE  
125 pages  
ISBN CIRAD 2-87614-363-1  
ISBN Maisonneuve et Larose 2-7068-1425-X  
Prix : 90 FF/13,74 €

## Dans un environnement incertain, l'opportunisme est de mise

Variable, incertain, sans équilibre... Autant de mots pour qualifier l'environnement des populations pastorales en zones arides d'Afrique. Les échecs répétés des projets d'élevage qui, à grand renfort de millions de dollars, ten-

taient d'imposer des solutions "d'équilibre" sur des milieux non équilibrés ont entraîné la remise en question de certaines conceptions sacro-saintes qui sous-tendaient la gestion des parcours et le développement pastoral sur le continent.

Depuis une quinzaine d'années, de nouvelles orientations se sont dégagées, qui encouragent une gestion opportuniste et mettent l'accent sur le développement pastoral et les moyens d'existence, plutôt que sur la production de biens. Planification flexible et adaptative, amélioration des fourrages, suivi de la sécheresse, mobilité, régime foncier souple, participation locale et décentralisa-

## Saint-Jules gros orteil

■ En Haïti, les "nègres gros orteils" sont les derniers paysans. Poussé par la nécessité et happé par les invitations ambiguës de la coopération internationale, Saint-Jules, agriculteur d'un plateau haïtien, sort de son bosquet et de son monde et se lance dans une bataille aventureuse. Des mers de maïs du Minnesota aux

brûlis de l'Amazonie, du Sahel désertifié aux ballets diplomatiques de Rome et de Port-au-Prince, il multiplie les rencontres et les étonnements. Au contact d'un vieux professeur noir américain, d'un capitaine africain, d'une passionaria brésilienne et d'une multitude de fortes têtes, il découvre qu'il n'est pas le seul à refuser la fatalité de la fin des paysanneries. Cette saga pittoresque où se mêlent humour et poésie fait voir le monde à l'envers, avec le regard tendre mais décapant d'un gros orteil à qui il ne faut pas trop en raconter.

Saint-Jules gros orteil, Henri Rouillé d'Orfeuil. Éditions Desclée de Brouwer, 1998, collection "Nervures" (pas de vente directe aux particuliers; à commander en librairie)  
432 pages  
ISBN 2220041514  
Prix : 125 FF/19 €



## Financer autrement le développement du monde rural

■ Présenté sous la forme pratique d'un cartable contenant une vingtaine de fiches d'information, ce document s'ouvre sur le bilan puis la critique de quarante années de financement du développement dans le monde rural en Afrique. Il s'achève sur des propositions plus efficaces telles que l'amélioration des contributions des tontines et des banques traditionnelles, la création d'une caisse d'épargne et de crédit autogérée au village, et des pistes pour mieux coordonner les actions des ONG.

Les dossiers de développement AGRIPROMO  
Inades-Formation  
08 BP 8 Abidjan - CÔTE D'IVOIRE  
Fax : + 225 44 06 41  
E-mail : ifsi@inadesfo.ci  
Prix : 2 000 FCFA/3,04 €

## Les emballages alimentaires

■ L'emballage des produits alimentaires est affaire sérieuse (voir Spore n° 83). Ce bulletin publié par le réseau TPA (Technologie et partenariat en agroalimentaire) lui est entièrement consacré. S'il s'adresse essentiellement aux entrepreneurs des pays d'Afrique subsaharienne (une liste des fournisseurs d'emballages est encartée dans le bulletin), il aborde aussi les multiples enjeux que représente l'emballage dans le secteur agroalimentaire. Il devrait donc, par-delà les frontières, servir de guide précieux à tous les acteurs de la filière.

Bulletin n° 16  
Réseau TPA, 1999  
c/o GRET  
211-213, rue La Fayette  
75010 Paris - FRANCE  
Fax : + 33 01 40 05 61 10  
E-mail : tpa@gret.org  
Site Web : www.gret.org/tpa  
47 pages, n° d'ordre 35062  
Consultable sur site Web ou fourni gratuitement en fonction des disponibilités.

## L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde

■ Ce premier rapport consacré à l'insécurité alimentaire dans le monde présente les premières données disponibles sur les progrès et les revers enregistrés au cours des années 90.

FAO  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome - ITALIE  
E-mail : Publications-Sales@fao.org  
Fax : + 39 06 5705 3360  
32 pages  
ISBN 92-5-204328-4  
Prix : 12,0 \$/12,09 €



tion du pouvoir : tels sont les éléments clés des nouvelles thèses que ce livre analyse au travers de nombreuses études de cas en Afrique.

Nouvelles orientations du développement pastoral en Afrique. Un environnement incertain, sous la direction de I. Scoones. Coédition CTA/Karthala, 1999, 366 p.  
ISBN 2-86537-969-8  
n° CTA 957, 40 unités de crédit.

## La commercialisation et la distribution de produits périssables du secteur agroalimentaire et de la pêche

Compte rendu du séminaire organisé par le CTA et le ministère espagnol de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation en avril 1998 à Madrid, Espagne (voir *Spore* n° 76, page 12).

Coédition MAPA/CTA, 1999, 194 pages. ISBN 84-491-0414-9, n° CTA 958, 20 unités de crédit. Disponible également en espagnol, n° CTA 916, 20 unités de crédit.

## Thésaurus multilingue du foncier

■ Ce thésaurus recense, à la manière d'un lexique (non exhaustif), un certain nombre de concepts et de termes relatifs au foncier. En réalité, il va bien au-delà de la juxtaposition de définitions succinctes. Pour chaque terme, les auteurs ont essayé d'apporter des développements importants pour la compréhension et d'illustrer l'usage par des exemples concrets.

FAO, 1999  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome - ITALIE  
Fax : + 39 06 5705 6850  
ISBN 92-5-204283-0  
216 pages  
Prix : 24 \$ US/24 €

## La préparation adéquate de la farine de manioc

■ Cette brochure pratique fait partie d'une série de "Guides pour le développement des racines et tubercules" publiée par la GTZ. Chaque numéro de cette série se propose d'aider à conserver les racines et tubercules et à leur donner une plus-value par la transformation. Celui-ci traite du manioc et contient une recette savoureuse et bon marché.

GTZ, 1999  
Albert Bell, section 4541  
BP 5180  
65726 Eschborn - ALLEMAGNE  
E-mail : albert.bell@gtz.de  
Site Web :  
www.gtz.de/post\_harvest  
12 pages  
Gratuit

## Valorisation des résultats de la recherche agricole et leur impact sur le développement

Synthèse d'un atelier CTA/ISRA/CORAF organisé à Dakar, Sénégal, en novembre 1996.

CTA, 1999, 76 pages, ISBN 92-9081-1943, n° CTA 922, 5 unités de crédit.

# Un système de prévision et de suivi agricoles

■ Déterminer précocement, et à moindre coût, les rendements des principales cultures vivrières, c'est possible, explique le Centre d'étude régional pour l'amélioration de l'adaptation à la sécheresse (CERAAS) dans cette publication récente. Le système de prévision agricole qu'il a mis au point en collaboration avec le Centre de suivi écologique (CSE) combine les données d'un système d'information géographique, d'enquêtes sur le terrain et de modèles de simulation des

cultures, et peut avantageusement remplacer les techniques classiques de sondage démographique et d'enquêtes statistiques. Les outils et les méthodologies développés à cet effet sont décrits dans ce document de synthèse, avec de nombreuses illustrations à l'appui.

Outils et méthodologies pour le suivi des cultures et la prévision agricole en zones sèches, par D. Boggio, B. Sarr et H. Roy-Macauley. Coédition CERAAS/CTA, 1999, 35 pages, ISBN 2-913332-00-5, n° CTA 956, 10 unités de crédit.

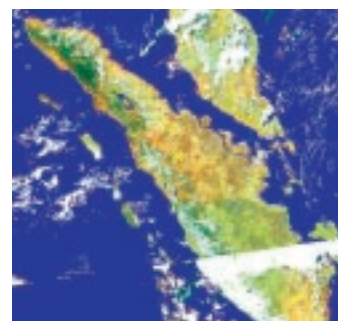


# Prises de vue

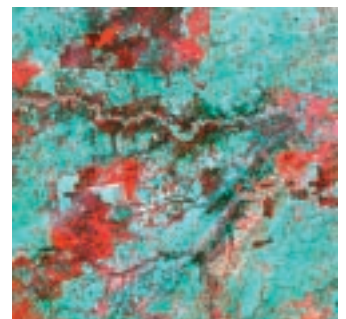
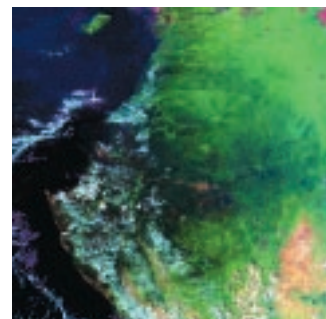


restation selon les hypothèses de son choix et sur plus ou moins long terme.

La déforestation vue par les satellites  
CIRAD/ICRAF, 1999  
La Librairie du CIRAD  
BP 5035  
34032 Montpellier cedex 1  
FRANCE  
ISBN 2-87614-373-9  
Prix : 100 FF/15 €



■ Ce cédérom décrit la problématique environnementale liée à l'agriculture sur brûlis ainsi que les techniques d'observation satellitaires. Les analyses et les résultats obtenus de l'observation des forêts d'Amazonie, d'Afrique centrale et d'Asie du Sud-Est sont ensuite illustrés par des images et des graphiques. L'utilisateur pourra lui-même simuler la défo-



# Renouer le dialogue pour dénouer les conflits



générations. Il y a autre chose dans cet ouvrage qu'un discours sur la méthode, la relation d'une expérience vécue, la description de personnages réels ou symboliques ou la présentation de maquettes plus ou moins réussies. Les témoignages qu'il contient sont, en effet, décapants. Ils poussent à réfléchir sur les relations de savoir et de pouvoir que vivent les paysanneries africaines, sur leurs luttes pour se réapproprier leur milieu, le maîtriser et l'exploiter à leur profit. Relatant des expériences concrètes, il débouche sur l'analyse des conflits qu'il propose de dénouer, au niveau local au moins, par une méthode simple :

l'observation du milieu, la communication sur un mode égalitaire, jeunes et aînés côte à côte, hommes et femmes sur le même pied, paysans et experts au même niveau, autrement dit les pieds sur terre. Pour les inspirateurs de ce livre, c'est dans le terreau des sociétés humaines que s'inscrit le progrès social, économique et culturel.

École aux champs, pour une démarche de communication.  
Éditions Terres et Vie, 1999  
13, rue Laurent-Delvaux  
1400 Nivelles - BELGIQUE  
Fax : + 32 67 217 149  
E-mail : terres.et.vie@linkline.be  
272 pages, 210 illustrations en couleurs, ISBN 2-87105-19-8  
Prix : 845 FB/20,9 €



## Urbanisation, alimentation et filières vivrières



■ En 2025, 60 à 85 % de la population des pays en développement sera concentrée en zone urbaine. Depuis de nombreuses années, la FAO multiplie les initiatives visant à améliorer l'efficacité des systèmes d'approvisionnement et de distribution alimentaire (SADA) des villes. Pluralité des acteurs, pression foncière, infrastructures insuffisantes, congestion des espaces de marché, manque d'organisation des producteurs, croissance et

diversification de la demande alimentaire... tels sont les problèmes très hétérogènes à régler au plus vite afin d'assurer la sécurité alimentaire des consommateurs urbains. Partenaires d'un programme sous-régional "Approvisionnement et distribution alimentaire des villes de l'Afrique francophone", la FAO et le CIRAD (France) coéditent, dans la série "Urbanisation, alimentation et filières vivrières", un certain nombre de fascicules qui ne se limitent pas à analyser au cas par cas les systèmes existants. Ils abordent divers sujets tels que l'accès aux produits animaux sur les marchés, les conditions sanitaires de préparation et de distribution alimentaire, la transformation des produits locaux, les styles alimentaires des consommateurs, les contraintes et objectifs des différents acteurs... Ils sont complétés par des recommandations pratiques qui devraient permettre à un public non spécialisé de concevoir des

programmes d'actions, d'amélioration ou d'ajustement.

Coédition CIRAD/FAO  
La Librairie du CIRAD  
BP 5035  
34032 Montpellier cedex 1 - FRANCE  
FAO  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome - ITALIE  
Fax : + 39 06 5705 3360  
E-mail : publications-sales@fao.org

Cadre conceptuel et méthodologique pour l'analyse de la consommation alimentaire urbaine en Afrique  
48 pages  
ISBN 2-87614-329-1  
Prix : 70 FF/10,68 €

La consommation et la distribution alimentaire à Cotonou (Bénin)  
44 pages  
ISBN 2-87614-332-1  
Prix : 70 FF/10,68 €

Cadre d'analyse des acteurs du commerce vivrier africain  
44 pages  
ISBN 2-87614-348-8  
Prix : 70 FF/10,68 €

Les pratiques d'approvisionnement alimentaire des consommateurs de Ouagadougou (Burkina)  
92 pages  
ISBN 2-87614-347-X  
Prix 70 FF/10,68 €

### Une voie étroite pour la sécurité alimentaire d'ici à 2050

■ L'humanité pourra-t-elle se nourrir sans détruire la planète ? Quelle sera la carte de l'agriculture de demain ? L'évolution du niveau et de la répartition de la pauvreté, celle des savoirs et des recherches sur les denrées alimentaires ? Répondront-elles aux défis démographiques ? Cet ouvrage présente les principaux choix à effectuer pour préserver l'équilibre entre les besoins en consommation et la protection de l'environnement.

Coédition FAO/Éditions Economica, 1999  
FAO  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome - ITALIE  
Fax : + 39 06 5705 6850  
Éditions Economica  
49, rue Héricat  
75015 Paris - FRANCE  
ISBN FAO 92-5-204324-1  
ISBN Editions Economica  
2-7178-3945-3  
208 pages  
Prix : 98 FF/15 €

### De la lutte biologique à une approche "systèmes" de la post-récolte

■ Compte rendu d'une réunion IITA/GTZ tenue à Cotonou, Bénin, du 13 au 15 octobre 1997 sur le thème : "La lutte intégrée contre les insectes nuisibles au maïs dans les greniers ruraux, avec une référence particulière au grand capucin du maïs, *Prostephanus truncatus* (Horn) (Coleoptera : Bostrichidae), et l'avenir du secteur post-récolte en Afrique subsaharienne".

GTZ, 1999  
BP 5180  
65726 Eschborn  
ALLEMAGNE  
Fax : + 49 6196 79 6554  
E-mail : albert.bell@gtz.d  
Site Web : www.gtz.de  
ou : www.fao.org/inpho  
218 pages  
Gratuit

## Comprendre le fonctionnement du ménage agricole

■ Ce manuel, qui s'appuie sur une expérience accumulée depuis une vingtaine d'années, s'adresse à tous ceux qui souhaitent approfondir leur compréhension du fonctionnement du ménage paysan, de l'environnement au sein duquel il opère et des contraintes qu'il rencontre. L'identification de ces contraintes et des éventuelles solutions permet de proposer des techniques adaptées

aux besoins des agriculteurs, y compris des plus démunis.

L'approche du développement par les systèmes d'exploitation et les technologies adaptées  
FAO, collection "Gestion des exploitations agricoles", 1998  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome - ITALIE  
Fax : + 39 06 5705 6850  
212 pages  
ISBN 92-5-203644-X  
ISSN 1020-2099  
Prix : 27 \$/23,08 €



### Comment obtenir ces publications



Les publications signalées dans ces pages par la feuille verte viennent s'ajouter au catalogue CTA, et vous pouvez les obtenir du CTA si vous êtes abonné(e) au Service de diffusion du CTA. Pour les autres publications (signalées par un simple carré orange), vous devez vous adresser à l'éditeur mentionné, ou à un libraire, mais pas au CTA.

Les publications du catalogue CTA sont gratuites pour les **abonnés** du Service de diffusion des publications. Les abonnés peuvent commander ces publications jusqu'à concurrence de leur crédit, en utilisant impérativement le bon de commande qui leur a été fourni.

Les **non-abonnés** peuvent demander un formulaire d'inscription au CTA. Le service est ouvert aux organisations et institutions de développement agri-

cole et rural des pays du groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), ainsi qu'aux particuliers qui résident dans ces pays. Si vous ne remplissez pas les conditions d'abonnement au service, ou si vous avez épuisé vos unités de crédit, vous pouvez acheter les publications du catalogue CTA auprès du distributeur suivant : Triops, Hindenburgstrasse 33, 64295 Darmstadt, Allemagne – Fax : + 49 6151 3140 48 – E-mail : triops@triops.de – Site Web : http://www.triops.de

### Femmes rurales et sécurité alimentaire : situation actuelle et perspectives

■ La sécurité alimentaire n'a aucune chance de se concrétiser pour les générations actuelles et celles à venir si rien n'est fait pour lever les contraintes imposées aux femmes qui assument les principales tâches contribuant à satisfaire les besoins alimentaires de la famille.

FAO, 1999  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome - ITALIE  
Fax : + 39 06 5705 6850  
153 pages  
Prix : 35 \$/35,25 €

## Du nouveau sur la route du partenariat

**L**a longue marche vers la création de partenariats entamée par le CTA en 1996 est en train de prendre un tournant décisif. Si la majorité des organisations avec lesquelles le CTA collabore relèvent du secteur public, de nouvelles organisations indépendantes se développent toutefois rapidement après les bouleversements qui ont récemment marqué la société civile dans les États ACP. Ces organisations offrent ou offriront bientôt des services d'information agricole et sont donc à même de jouer un rôle important dans le développement agricole et rural.

Le CTA a décidé d'établir un système de partenariats avec ces organisations et réseaux indépendants. Il s'agit d'un mode de coopération à long terme où les partenaires partagent les buts, les stratégies, les ressources, les risques et les bénéfices. En 1997 et 1998, des études pilotes ont été menées sur ce type de collaboration avec des organisations indépendantes en Afrique occidentale et centrale. Ces travaux ont mené à la création de programmes pilotes à Madagascar et en Éthiopie (voir *Spore* n° 82) et actuellement avec le Centre de formation de l'Institut africain pour le développement éco-

nomique et social (INADES-Formation) au Burkina Faso et le Development Network of Indigenous Voluntary Associations (DENIVA) en Ouganda.

Les services que INADES-Formation/Burkina fournit aux agriculteurs, associations de cultivateurs, bibliothèques villageoises et autres groupes de soutien au développement incluent la diffusion de publications et bulletins d'information en français, en langue mooré ou jula ainsi qu'une présentation audiovisuelle sur l'agroforesterie. Des formations sont organisées pour les dirigeants des

associations de cultivateurs et autres organisations indépendantes.

En Ouganda, DENIVA travaille avec des centres communautaires pour produire des publications et offrir équipements et formations. Il diffuse également des informations agricoles à des tribunes nationales, à des bulletins d'information et à des programmes de radio.

Ce processus de création de partenariats est en train de s'étendre à d'autres régions. Des études ont été réalisées à la fin de 1999 sur d'éventuels partenariats avec des organisations indépendantes en Afrique du Sud et en Jamaïque, elles aboutiront certainement au même type d'accords.

## Une belle distinction !



Photo G. J. Vekle

**L**es récentes activités du CTA rapportées dans *Spore* incluent des séminaires organisés en Espagne et dans d'autres pays hispanophones, comme le séminaire de Cordoba sur les problèmes de gestion de l'eau, l'atelier de Saint-Domingue sur la culture biologique des bananes (voir page 6) et deux séminaires à Madrid sur la commercialisation des produits périssables (voir *Spore* nos 76 et 83). *Spore* n° 86 nous parlera de la réunion sur l'agriculture urbaine qui s'est récemment tenue à La Havane, Cuba.

L'Espagne, au travers de son ministère de l'Agriculture et des Pêches, de même que les communautés agricoles ACP hispanophones et lusophones sont de plus en plus présentes dans les activités appuyées par le CTA. En témoignage, le gouvernement espagnol a décerné le Mérite agricole au Dr R.D. Cooke, directeur du CTA. Celui-ci a reçu cette distinction des mains de Don José Pons, ambassadeur d'Espagne aux Pays-Bas, lors d'une cérémonie officielle qui s'est déroulée à La Haye.

## Boîte postale 380

Vous avez des commentaires concernant un article paru dans ce numéro ? Une expérience à partager ? Une demande à formuler ? Écrivez-nous à Boîte postale 380, à l'adresse indiquée ci-contre.



### Super Mélisse n'a pas fini de faire parler d'elle

■ **Oswald Tarimo**, vulgarisateur agricole à Lemizuna, Tanzanie, transmet ses remerciements à Alex Adhinzin du Bénin qui nous a parlé des vertus (autres que les infusions) de Mélisse (voir *Spore* n° 80). "C'est une plante très intéressante parce qu'elle attire aussi les abeilles quand on en frotte les parois intérieures de la ruche."

### Dure, dure, l'obtention de certificats !

■ **Emmanuel Antwi**, secrétaire général du Réseau d'agriculture biologique du Ghana (Organic Agriculture Network, PO Box 6342, Kumasi, Ghana), voit dans le "développement d'un programme local de certification biologique" (voir article d'ouverture page 1) une étape importante dans la promotion d'une agriculture biologique au Ghana. "Les couts de certification

externes sont très élevés et absolument hors de portée des petits agriculteurs. En outre, les conditions agro-écologiques et les systèmes de production que connaissent les certificateurs externes peuvent être très différents de ceux que connaissent ces cultivateurs, ce qui peut ouvrir la voie à la critique inutile et causer des retards dans la procédure de certification."

### Des nouvelles d'Angola



■ **Yona Lukanu Sebastião**, qui coordonne la Fraternidade Cristã do Desenvolvimento Comunitário, nous écrit pour nous parler du projet de soutien agricole de la FCDC qui aide les exclus à retrouver une place dans la société. Le projet a besoin de toute une série d'outils et d'intrants dont 150 houes et machettes, 2 pompes à eau, divers pulvérisateurs, engrais, pesticides et graines pour la production de tomates et de légumes divers... Contactez la FCDC, CP 6700, Luanda, Angola pour en savoir plus.

### Hommes, femmes, même combat

■ **Veronica De Klerk**, directrice de Women's Action for Development en Namibie, a participé au séminaire d'Athènes sur le rôle économique des femmes dans le développement rural et



## Une information ciblée

**S**e tenir au courant des dernières innovations scientifiques et techniques est le souci quotidien des agronomes des pays ACP. Depuis onze ans maintenant, le Service de diffusion sélective d'information (DSI) du CTA s'attache à répondre à leur préoccupation en leur adressant régulièrement des mises à jour sur les nouvelles publications et les rapports de recherche les plus récents concernant leurs centres d'intérêt. Ces listes sont préparées pour le compte du CTA par le CAB International et le CIRAD qui

traitent ensuite les demandes spécifiques des chercheurs.

En 1998, 1 150 chercheurs environ (780 organisations, 53 pays ACP) ont reçu plus de 250 000 références et commandé près de 900 articles et 300 ouvrages. En 1999, le CTA a évalué l'impact de son service pour s'assurer qu'il répondait toujours aux besoins de la communauté scientifique agricole des pays ACP. Il apparaît que, grâce aux efforts du DSI, les chercheurs sont mieux à même de cibler et de rédiger leurs projets de recherche. Outre les progrès qu'il a réalisés en matière de communication et de priorités, le DSI a également réduit le temps requis pour la recherche d'informations. Plus marquant encore, du point de vue de la diffusion des résultats de la recherche, est le fait que les chercheurs publient maintenant davantage.

Conclusion? Le service devrait poursuivre ses activités en veillant, par une évaluation plus pointue des besoins des chercheurs, à mieux cibler les informations qu'il fournit et à resserrer ses délais de distribution, y compris par voie électronique.

agricole au mois d'octobre dernier (voir page 7). Après la rencontre, elle a confié au CTA "qu'un nombre plus important d'hommes occupant des fonctions de décideurs devrait participer à ces séminaires. Nous savons très bien que les hommes font tout pour freiner voire bloquer l'accès des femmes aux postes de haute responsabilité. Si ces hommes participent à ces séminaires, je suis convaincue que nous pouvons les gagner à notre cause et trouver un terrain d'entente au lieu de nous retrouver continuellement entre nous à parler dans le vide.

Je me suis entretenue avec quelques hommes présents à la conférence – la plupart invités comme intervenants et non comme simples participants –, et j'ai eu le vif plaisir de constater à quel point la conférence les avait convaincus que l'amélioration du sort des femmes concernait réellement tout le monde, hommes et femmes, de la même manière."

La sixième conférence régionale des femmes africaines, organisée par les Nations unies à Addis-Abeba en novembre 1999, où beaucoup des 1 800 délégués (pour la plupart des femmes) avaient un lien avec le CTA, a fait une recommandation similaire, c'est-à-dire qu'un tiers des délégations aux réunions sur les questions de genre devrait être composé d'hommes.

## Que sont mes sources devenues?

■ Les dernières modifications apportées à la présentation de *Spore* ont contrarié **Fekade H Mariam** de Addis-Abeba, Éthiopie : "Je ne trouve plus les rubriques 'Sources d'information' et 'Stages et conférences'. J'espère vivement que vous ne les avez pas arrêtées, car elles sont très importantes pour mes collègues et moi-même."

La rubrique *Sources d'information* a été rebaptisée "Repères" et se trouve en page 10. La rubrique sur les formations a effectivement été abandonnée. Nous communiquons des informations sur quelques cours et stages dans la rubrique "En bref", mais, comme les lecteurs s'intéressent surtout aux articles de fond, nous avons dû réduire l'espace réservé à l'annonce de cours divers.

## Merci Jacques !



Photo Mapez

**A**près une collaboration très active de plus de cinq ans, Dr Jacques Baldensperger a fait ses adieux au CTA en décembre 1999. Microbiologiste des sols au Sénégal pendant de nombreuses années, Jacques a longtemps collaboré avec l'ORSTOM (à présent IRD). Il est entré au CTA après avoir travaillé à la Fondation internationale pour la science en Suède, et en septembre 1996 il est devenu le premier chef du département des Études et Séminaires du CTA. Il a également collaboré étroitement à la publication de *Spore*. Nous nous souviendrons longtemps avec respect et affection de son souci de clarté, de rigueur scientifique et d'impartialité quant aux questions de "genre", de langues et de relations humaines. Jacques a pris sa retraite en Bretagne. *Kenavo!*

## Question de priorités

**"R**egardez avant de sauter" est une maxime populaire, mais c'est "plus facile à dire qu'à faire". Les systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA) dans les pays ACP doivent absolument pouvoir obtenir des informations précises et de qualité afin de mieux réaliser leurs objectifs de développement local. Savoir exactement de quelle information on a besoin dépend de ce que l'on doit faire et implique d'établir des priorités. Or, établir des priorités est une tâche difficile faisant intervenir de nombreux acteurs : vulgarisateurs, chercheurs, décideurs et bénéficiaires qui ont chacun leurs propres intérêts. Pour aider ses partenaires nationaux à établir des priorités en matière d'information, le CTA a mis au point une méthode participative qui permet d'identifier et de classer les divers thèmes d'information. Cette méthode a été testée à l'occasion d'un atelier de trois jours organisé au CTA en octobre 1999. Lors d'une prochaine étape, le CTA aidera les SNRA à appliquer la méthode de manière systématique et mettra en place pour les partenaires un forum de discussion sur les thèmes prioritaires d'information.



**Spore** est un bimestriel d'information pour le développement agricole des pays ACP. **Spore** est gratuit pour les particuliers et les organisations des pays ACP et de l'UE s'occupant de développement agricole et rural. Il est aussi possible de souscrire un abonnement auprès de Triops (voir page 13).

**Editeur** : Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) – Convention ACP-UE de Lomé

**CTA** : Postbus 380,  
6700 AJ Wageningen, Pays-Bas  
Tél. : + 31 317 467 100  
Fax : + 31 317 460 067  
E-mail : cta@cta.nl  
Site Web : <http://www.cta.nl>  
E-mail des lecteurs : spore@cta.nl

**Rédaction** : *SPORE* est rédigé par un consortium rassemblant Louma productions et Médiateurs.

Louma productions, 3, rue Neuve,  
34150 Aniane, France  
Fax : + 33 4 67 57 01 80  
E-mail : [redactionspore@louma.fr](mailto:redactionspore@louma.fr)  
Médiateurs, W-Alexanderpoort 46,  
1421 CH Uithoorn, Pays-Bas  
Fax : + 31 297 540 514  
E-mail : [spore-desk@mediateurs.org](mailto:spore-desk@mediateurs.org)

**Ont participé à ce numéro** : Catherine Binudin, Didier Chabrol, Bernard Favre, Erik Heijmans, Bernadette Imbert, Catherine Marzin, Eyoun Ngangue, Paul Osborn et Christine Tissot.

**Mise en page** : Louma productions  
**Impression** : Imprimerie Publique, France  
© CTA 2 000 – ISSN 1011-0046

Le contenu de *Spore* peut être librement reproduit. Merci de mentionner *Spore* comme source.



Chido Matewa dirige l'African Women Film Makers Trust (AWFM, Fondation des réalisatrices audiovisuelles africaines), basé à Harare, au Zimbabwe. La Fondation rassemble des productrices indépendantes, des réalisatrices, des distributrices ou utilisatrices de films et de vidéos sur les femmes, leurs droits ou d'autres sujets les concernant. Les questions agricoles sont importantes dans son approche.

## Multimédia rural

# Qui survivra : les plus rapides, ou les meilleurs ?

**La réglementation des médias a été libéralisée dans de nombreux pays ACP et pourrait l'être bientôt dans les pays plus hésitants. Cette libéralisation offre en effet de nombreuses opportunités pour une information plus diversifiée. À condition toutefois que les moyens financiers soient au rendez-vous, qu'ils proviennent des profits de la publicité par exemple, générés par le marché médiatique, ou de soutiens extérieurs et de partenariats. La libéralisation a déjà affaibli la vulgarisation et les programmes d'information rurale; elle ébranle maintenant la base financière de la communication pour le développement. Quelles peuvent être, dans ces conditions, les perspectives de ces femmes pionnières de la vidéo rurale? Chido Matewa s'en est entretenue avec Piet van der Akker, journaliste ACP.**

**L**es activités des médias sont encore sévèrement encadrées au Zimbabwe. Chido Matewa fait partie de celles et de ceux qui attendent avec impatience le souffle du changement. Mais elle n'est pas du genre à se croiser les bras en attendant un miracle. Elle s'occupe activement d'établir la communication avec et entre les femmes, particulièrement dans les campagnes de son pays. La projection collective de productions audiovisuelles réalisées en coopération avec les femmes des campagnes s'est révélée un excellent moyen de communication et de conscientisation. Les coproductions de vidéos avec les femmes ont couvert des sujets importants comme la santé, la reproduction, le crédit et l'épargne, la production et la sécurité alimentaires, les questions foncières. Ces nombreuses productions sont autant de partenariats authentiques entre les "professionnelles" de la communication et les communautés locales. Leur nombre atteste que la commu-

nication à la base peut être très efficace. La démarche de l'AWFM n'est pas unique : le paysage audiovisuel du Zimbabwe fourmille d'initiatives du même genre, observées avec intérêt dans toute l'Afrique australe et au-delà. Mais ce paysage est aussi régi par des lois strictes qui donnent au gouvernement un contrôle complet des médias imprimés et audiovisuels.

***“la réussite ne se mesure pas seulement en termes financiers”***

Chido Matewa compte bien que cela aussi change radicalement, et dans un futur proche. Aussi prévoit-elle pour les cinq ans à venir l'éclosion de nombreuses nouvelles

publications et la prolifération de stations de radio ou de télévision, certaines axées sur le monde rural. Au bout du compte, pense-t-elle, le gouvernement finira par céder face à la demande pour un pluralisme dans la communication de masse. Elle n'est pourtant pas sûre qu'en émerge une situation vraiment nouvelle : quand les lois du marché remplaceront ou compléteront celles de

l'État, d'autres règles du jeu seront introduites. Chido signale d'abord que la mauvaise situation économique actuelle du Zimbabwe rendra très difficile le lancement et la survie de nouveaux médias. Elle s'attend à une situation confuse, avec des initiatives mais beaucoup d'échecs, et une concurrence féroce pour capter l'audience. Or, ajoute-t-elle, seul le marché urbain peut fournir aux médias les moyens de survivre. La bataille pour s'attacher la faveur des consommateurs sera donc limitée aux villes.

Dès lors, Chido Matewa ne voit pas comment les 65 % de ruraux qui comptent son pays pourront tirer parti de la libéralisation du marché de l'audiovisuel. C'est pourquoi elle espère que l'aide extérieure pourra continuer à soutenir les initiatives des médias en direction du monde rural. Elle souhaite qu'en dépit des dures conditions économiques qui règnent actuellement au Zimbabwe il reste un espace de liberté pour le développement de radios indépendantes, rurales et urbaines (voir *Spore* n° 84).

En ce qui concerne sa Fondation, Chido espère vivement que les agences d'aide ne cesseront pas de soutenir les ateliers de visionnage collectif devenus si populaires auprès des femmes des campagnes. La réussite ne se mesure pas seulement en termes financiers, et il faut se le rappeler dans le développement de stratégies à long terme de communication rurale.

Les jeunes pousses sont fragiles : il faut les protéger.

*Les opinions exprimées dans ce Point de vue sont celles de l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement les idées du CTA.*